



## République Démocratique du Congo

8 octobre 2010

### Libération de Me Nicole Bondo Muaka - COD 008 / 0710 / OBS 119.1

**L'Observatoire a été informé par l'Association africaine de défense des droits de l'homme (ASADHO) de la libération de Me Nicole Bondo Muaka, membre de l'ONG des droits de l'Homme « Toges Noires ».**

L'Observatoire pour la protection des défenseurs des droits de l'Homme, programme conjoint de la Fédération internationale des ligues des droits de l'Homme (FIDH) et l'Organisation mondiale contre la torture (OMCT), a reçu de nouvelles informations et vous prie d'intervenir de toute urgence sur la situation suivante en République démocratique du Congo (RDC).

Selon les informations reçues, le 6 octobre 2010 après-midi à Kinshasa, Me **Nicole Bondo Muaka** a été libérée par les autorités congolaises après huit jours de détention. Aucune accusation n'a été retenue contre elle. Bien que fatiguée, Me Nicole Bondo Muaka est en bonne santé et dit ne pas avoir été maltraitée. L'amie qui accompagnait Me Nicole Bondo Muaka le jour de son arrestation, a quant à elle été libérée le 5 octobre 2010.

L'Observatoire se félicite de la libération de Me Nicole Bondo Muaka et remercie toutes les personnes, organisations et institutions qui sont intervenues en sa faveur.

L'Observatoire regrette néanmoins cette arrestation, qui semble témoigner de la poursuite du harcèlement des défenseurs des droits de l'Homme en RDC.

#### **Rappel des faits :**

Le 29 septembre 2010, Me Nicole Bondo Muaka a été arrêtée par les services spéciaux de la police nationale congolaise (DGRSS) à Kinshasa, alors qu'elle attendait le dépannage de sa voiture. Son arrestation serait liée au fait qu'elle aurait filmé l'arrestation brutale par les gardes du corps du Président Joseph Kabila d'un individu accusé d'avoir lancé une pierre sur le cortège du Président. Me Nicole Bondo Muaka a été conduite, avec une amie qui l'accompagnait, au bureau de la DGRSS.

Après la publication d'un communiqué de presse par les « Toges noires » dans la soirée du 29 septembre, Me André Marie Mwila Kayembe, secrétaire général des « Toges noires », s'est rendu le 30 septembre vers 15h30 au lieu de détention de Me Nicole Bondo. Il a alors été lui aussi arrêté par les mêmes services. Son ordinateur portable, sa clé USB et son téléphone lui ont été violemment arrachés. Son avocat, qui est arrivé sur le lieu pour l'assister, n'a pas été autorisé à le rencontrer. Il a été libéré sans inculpation à 17h40 et ses effets personnels lui ont été restitués.

## Actions requises :

L'Observatoire vous prie de bien vouloir écrire aux autorités congolaises en leur demandant de :

- i. Garantir en toutes circonstances l'intégrité physique et psychologique de l'ensemble des défenseurs des droits de l'Homme en République démocratique du Congo ;
- ii. Mettre un terme à toute forme de harcèlement à l'encontre des défenseurs des droits de l'Homme en RDC ;
- iii. Se conformer aux dispositions de la Déclaration sur les défenseurs des droits de l'Homme, adoptée par l'Assemblée générale des Nations unies le 9 décembre 1998, et plus particulièrement à son article 1 qui stipule que "chacun a le droit, individuellement ou en association avec d'autres, de promouvoir la protection et la réalisation de tous les droits de l'Homme et de toutes les libertés fondamentales aux niveaux national et international", son article 6 a) qui prévoit que " chacun a le droit, individuellement ou en association avec d'autres de détenir, rechercher, obtenir, recevoir et conserver des informations sur tous les droits de l'homme et toutes les libertés fondamentales en ayant notamment accès à l'information quant à la manière dont il est donné effet à ces droits et libertés dans le système législatif, judiciaire ou administratif national, et son article 12.2 qui prévoit que "l'Etat prend toutes les mesures nécessaires pour assurer que les autorités compétentes protègent toute personne, individuellement ou en association avec d'autres, de toute violence, menace, représailles, discrimination de facto ou de jure, pression ou autre action arbitraire dans le cadre de l'exercice légitime des droits visés dans la présente Déclaration".
- iv. Plus généralement, se conformer aux dispositions de la Déclaration universelle des droits de l'Homme et instruments régionaux et internationaux relatifs aux droits de l'Homme ratifiés par la RDC.

## Adresses

· S.E M. Joseph Kabila, Président de la République, Cabinet du Président de la République, Palais de la Nation, Kinshasa/Gombe, République Démocratique du Congo, Fax +243 88 02 120

· M. Alexis Thambwe Mwamba, Ministre des Affaires Etrangères et de la Coopération Internationale, Cabinet du Ministre, bâtiment du Ministère des Affaires Etrangères, Kinshasa/Gombe, République Démocratique du Congo

· M. Luzolo Bambi, Ministre de la Justice et Garde des Sceaux, Ministère de la Justice et Garde des Sceaux, BP 3137, Kinshasa Gombé, République Démocratique du Congo, Fax : + 243 88 05 521

· Mission permanente de la République démocratique du Congo auprès des Nations unies, Avenue de Budé 18, 1202 Genève, Suisse, Email : missionrdc@bluewin.ch, Fax : +41 22 740.16.82

Prière d'écrire également aux représentations diplomatiques de RDC dans vos pays respectifs.

<http://www.fidh.org/Liberation-de-Me-Nicole-Bondo-Muaka-COD-008-0710>